

Brésil/Au lendemain du vote des députés Sonnée, Dilma Rousseff prépare la 2e manche, au Sénat

AFP
Brasilia/Brésil

Il est vrai que l'ancienne guérillera avait annoncé, avant le vote de dimanche qu'elle "lutterait jusqu'à la dernière minute de la seconde mi-temps".

LA présidente brésilienne Dilma Rousseff devait s'exprimer hier au lendemain de la gifle infligée par les députés, qui ont ouvert la voie à sa destitution par le Sénat à une écrasante majorité, au terme d'un vote historique. Quelques heures après ce violent revers, l'impopulaire dirigeante de gauche de 68 ans, dont le mandat ne tient désormais plus qu'à un fil, commencera aussi sa recherche de soutiens au Sénat, où se déroulera la seconde manche de ce combat. La large victoire du "oui" à l'impeachment, dimanche,

avec 367 voix pour, soit 25 de plus que les 342 requises (deux tiers des députés), devrait être reçue avec enthousiasme par les marchés, favorables depuis longtemps à une sortie de Mme Rousseff. Elle faisait la Une hier de tous les journaux du pays : "Impeachment !", s'exclamaient simplement Folha de Sao Paulo, tandis que O Globo titrait "Proche de la fin", ajoutant que "Dilma Rousseff a commencé hier (dimanche, nldr) à dire au revoir à son fauteuil de présidente du Brésil". En cas de destitution, c'est le vice-président Michel Temer, 75 ans, son ex-allié centriste et désormais rival, qui assumerait ses fonctions et formerait un gouvernement de transition, jusqu'aux élections générales de 2018. Homme d'appareil discret, Temer est presque tout aussi impopulaire que Mme Rousseff. Son grand parti centriste, le PMDB,



Photo : AFP

La presse brésilienne faisait hier ses choux gras du sort de la présidente Dilma Rousseff, "proche de la fin".

est éclaboussé au plus haut niveau par le scandale de corruption Petrobras. Son propre nom a été cité par plusieurs inculpés. Hier, le président de la Chambre des députés, Eduardo Cunha, ennemi juré de Dilma Rousseff et lui-même inculpé de corruption, devait transmet-

tre au Sénat – "en personne, si c'est nécessaire" – la décision historique des députés. Cette dernière, prise dans une ambiance survoltée et retransmise en direct par toutes les télévisions du pays, a également été suivie par des dizaines de milliers de manifestants des

deux camps, à Brasilia, Sao Paulo et Rio de Janeiro, dans un pays de plus de 200 millions d'habitants divisé par des mois d'âpres affrontements. Les sénateurs tiennent la clé du processus : il leur suffira de voter, en mai, à la majorité simple pour mettre en accusation la présidente pour "crime de responsabilité" et l'écarter du pouvoir pendant une période au maximum de 180 jours. Puis ce sont aussi eux qui donneront le verdict final sur sa destitution par un vote aux deux tiers. Accusée de maquillage des comptes publics en 2014, année de sa réélection, et en 2015 pour masquer l'ampleur de la crise économique, Mme Rousseff nie avoir commis un crime dit "de responsabilité". Avant le vote de dimanche, elle avait annoncé qu'elle "lutterait jusqu'à la dernière minute de la seconde mi-temps".

L'Afrique en bref

• **Burundi/Torture.** L'Onu recense 345 cas
Au moins 345 cas de torture et mauvais traitements ont été enregistrés depuis le début de l'année au Burundi par l'Onu, qui a déploré hier le recours "généralisé" à ces pratiques par les forces de sécurité gouvernementales agissant en "totale impunité".

• **Egypte/Diplomatie.** Paris veut renforcer ses liens économiques avec Le Caire



Le président français François Hollande a assuré hier son homologue égyptien Abdel Fattah Al-Sissi de sa volonté de renforcer les relations économiques entre la France et l'Egypte, pays-clé dans la résolution des crises régionales selon lui, en dépit de la répression visant toute opposition.

• **Ethiopie/Troubles.** Le bilan s'alourdit à 208 morts

Le raid mené vendredi par la tribu Murle dans le sud-ouest de l'Éthiopie a fait au moins 208 morts (le chiffre de 140 victimes avait été avancé le veille), tandis que 102 enfants ont été kidnappés, a annoncé le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn.

• **Mali/Manifestation.** Un mort à Kidal

Un civil au moins a été tué hier dans une manifestation contre les forces militaires françaises et onusiennes à Kidal, dans le nord-est du Mali, a-t-on appris auprès d'un habitant et d'une source au sein de la Mission de l'Onu (Minusma).

A travers le monde

• **Equateur/Séisme.** En quête de survivants

Les secours en Equateur fouillaient hier les décombres en quête de survivants, deux jours après le séisme d'ampleur historique qui a frappé le pays, faisant au moins 350 morts et plus de 2 000 blessés.

• **Irak/Conflit.** Washington muscle son soutien à Bagdad contre l'EI

Les Etats-Unis vont déployer des soldats supplémentaires et des hélicoptères d'attaque en Irak pour soutenir les forces irakiennes dans la reconquête de Mossoul et des territoires toujours contrôlés par le groupe Etat islamique (EI).

• **Syrie/Conflit.** La trêve en danger

L'opposition syrienne a demandé hier à l'Onu de "faire une pause" dans les négociations de paix de Genève alors que sur le terrain la trêve semblait sur le point de voler en éclats avec de nouveaux combats meurtriers.

Centrafrique-Vatican/Diplomatie Quand Touadéra rencontre le pape

AFP
Cité du Vatican/Vatican

Le souverain pontife a notamment salué un "climat constructif" dans un pays qui sort de plusieurs années de violences.

LE pape François et le nouveau président de Centrafrique, Faustin Archange Touadéra, ont relevé hier au Vatican "le climat constructif" et le "renouveau des institutions" du pays après des années de violences, a annoncé un communiqué du Saint-Siège. Le président élu en février avait tenu à venir au Vatican pour sa première visite à l'étranger, afin de saluer le pontife argentin qui était venu en personne en no-

vembre encourager la réconciliation nationale. L'entretien dans la bibliothèque du Palais pontifical a duré un quart d'heure. Jorge Bergoglio a offert à M. Touadéra les principaux textes de son pontificat sur la famille et sur l'environnement. Le pape et son secrétaire d'Etat Pietro Parolin ont souhaité qu'"une période de paix et de prospérité s'ouvre pour la nation toute entière", et ont relevé que les récentes élections et le renouveau des institutions s'étaient "déroulés dans un climat constructif, auquel a contribué le dialogue entre les confessions religieuses". Le Saint-Siège a souhaité que "la communauté internationale continue à soutenir le développement du pays", en rappelant que la population souffrait en-



Photo : AFP

Le nouveau président centrafricain Faustin Archange Touadéra accueilli hier au Vatican par le pape François, qui a salué le renouveau des institutions à Bangui.

core des conséquences des conflits des dernières années. Bravant les reproches voilés de la France et des forces internationales de paix qui déconseillaient le voyage pour raisons de sécurité, le pape avait passé 24 heures à Bangui lors

d'une tournée en Afrique en novembre. Il avait rencontré des réfugiés, ouvert une "porte de la miséricorde" dans la cathédrale de Bangui et s'était rendu dans la principale mosquée de la capitale, en plaidant à chaque occasion pour la réconci-

liation nationale et le respect entre chrétiens et musulmans. Les violences civiles ont diminué sensiblement dans les semaines et mois qui ont suivi, et certains Centrafricains y ont vu une conséquence de la visite du pape. En février, M. Touadéra, qui n'était pas favori au début de la campagne, a été élu au second tour avec 62,71% des voix. Entre 2013 et 2015, des milices majoritairement chrétiennes anti-balaka et des ex-rebelles à dominante musulmane de la Séléka, ont mis la Centrafrique à feu et à sang. Ces violences ont ravagé l'économie du pays, un des plus pauvres au monde.

RDCongo/Troubles

Au moins deux morts à Kolwezi

AFP
Lubumbashi/RD Congo

Les victimes, des manifestants au milieu d'une foule en colère, sont tombées sous les balles des forces de l'ordre.

DEUX personnes au moins ont été tuées lorsque les forces de l'ordre ont ouvert le feu dimanche sur une foule en colère après un braquage mortel à Kolwezi, dans le sud-est de la République démocratique du Congo, a-t-on appris

hier de sources concordantes. Le point de départ du drame est la mort de deux personnes abattues dans la nuit de samedi à dimanche pour avoir résisté à un vol à main armée sur un terrain privé de Kolwezi, grande cité minière située à 340 km à l'ouest de Lubumbashi, la deuxième ville de la RDC. Exaspérés par la banalisation des actes de violence qu'ils observent depuis quelques mois, les habitants du quartier ont laissé éclater leur colère au petit matin en se rendant en

masse vers la mairie avec les corps des deux victimes du braquage, selon plusieurs sources locales. D'après le colonel Pierre Rombault Mwanamputu, porte-parole de la police nationale congolaise, la population voulait "saccager la ville" et elle s'est heurtée "à l'interposition des forces de l'ordre". "Des échauffourées ont éclaté et il y a deux autres morts et quelques blessés, actuellement pris en charge" par les autorités, a déclaré l'officier à l'AFP. Yav Kachung, directeur de cabinet du gouverneur de

la nouvelle province de Lualaba, dont Kolwezi est le chef-lieu, a dit pour sa part que les heurts ont fait deux morts et "20 blessés", parmi lesquels "des policiers ayant reçu des pierres lancées par la foule", et des "blessés par balles", parmi lesquels "des femmes et des enfants". Selon une source médicale à Kolwezi, le bilan des morts avancé par les autorités est inférieur à la réalité mais le corps médical a reçu des consignes strictes de ne pas communiquer avec la presse sur cette affaire.

Le général Charles Bisengi-mana, chef de la police nationale, s'est rendu à Kolwezi hier, selon le colonel Mwanamputu. Premier producteur africain de cuivre, la RDC est l'un des pays les moins développés au monde. Plusieurs milliers de personnes ont perdu leur emploi au cours des derniers mois à Kolwezi du fait du ralentissement économique qui frappe la ceinture du cuivre congolaise avec la baisse des cours des matières premières.